

Présentation du Rapport

UNE MONDIALISATION PLUS JUSTE : CRÉER DES OPPORTUNITES POUR TOUS

Préparé par la Commission mondiale sur la dimension sociale de la
mondialisation

Le 7 juillet 2004 de 9h.30 à 17h.30, UNESCO, Paris, Salle IX

Aminata Traoré –

Merci M. le Président. Je me réjouis d'être ici ce matin et je remercie les organisateurs de cette journée.

Je me réjouis tout autant d'avoir pu participer aux travaux de la Commission Mondiale sur la Dimension de la Globalisation.

Si vous considérez la composition de cette Commission comme Gerry l'a rappelé, vous comprendrez que l'exercice dont il s'agit n'a pas été facile et que le BIT a réussi une véritable prouesse qui a consisté à nous amener, en dépit de nos profils et de nos vues parfois divergentes, à nous écouter et à nous entendre au moins sur les constats. Moi, j'ai pris position contre la mondialisation néo-libérale, parce que tant qu'on ne qualifie pas la mondialisation on n'en perçoit pas la véritable nature et les enjeux. Parler de la mondialisation, sans la qualifier de « néo-libérale » entretient l'illusion selon laquelle elle est bénéfique et profitable pour tous et qu'elle est, en cela, un humanisme d'un type nouveau, ce qui est absolument faux.

La mondialisation néo-libérale n'est pas un humanisme. Nous sommes au contraire dans l'impasse, pratiquement incapables de solidarité vraie.

L'impasse est sociale parce qu'on a substitué à l'État, un marché qui est incapable de répondre aux besoins vitaux du plus grand nombre non point parce qu'il n'en a pas les moyens mais parce qu'il est fondé sur le profit. Les non solvables ne sont pas servis, ils sont condamnés à souffrir et à mourir.

L'impasse est politique dans la mesure où les capitaux, les outils et les décisions partent du Nord, pour servir les intérêts économiques et financiers du Nord, au Sud. J'appartiens à une région du monde –l'Afrique noire- qui paie un lourd tribut par des processus de démocratisation qui n'en sont pas : nous portons au pouvoir des dirigeants qui sont obligés de rendre compte à la communauté des créanciers. L'ouverture politique a donc consisté à nous en remettre à des forces lointaines, inconnues.

L'impasse est, bien entendu, culturelle parce que la mondialisation est un ensemble de violences dans la violence symbolique. D'un côté on vante la pluralité et la diversité mais dans la pratique c'est la pensée unique qui prévaut. Tout le monde doit marcher droit : Etat, individus ou organisation.

Les réformes qui sont imposées à nous depuis les années 80, au nom de la bonne gouvernance, l'efficacité et la rentabilité, ont révélé leurs limites à créer cette quadruple impasse.

La notion de réforme jouit malgré tout d'un préjugé favorable au niveau des élites qui entretiennent l'illusion selon laquelle, réformer c'est changer nécessairement dans le bon sens. Ce qui est faux. Les réformes néo-libérales nous ont dépossédé de quelques entreprises qu'on avait en Afrique. La plupart des secteurs sont privatisés dans nos pays dans l'intérêt des grandes entreprises du Nord qui absorbent nos entreprises publiques sous prétexte qu'elles sont mal gérées. Mais, la plupart d'entre elles auraient pu être réhabilitées. Le débat sur la privatisation du secteur de l'électricité et du gaz de France révèle que la prudence et la concertation qui a prévalu au Nord ne sont pas de mise au Sud.

Alors, où allons-nous? Nous tournons et retournons ces réalités dans tous les sens au niveau des mouvements sociaux, -nationaux, régionaux et mondiaux-. Je pense que ce Rapport et toutes les initiatives qui questionnent de plus en plus le système est une chance. C'est une victoire du mouvement social mondial; c'est nous disons et répétons sans arrêt qu'un autre monde est possible. Nous n'avons pas lutté pour rien puisque le Rapport fait les mêmes constats que

les mouvements sociaux même si nous ne débouchons pas sur les mêmes visions.

La grande majorité des dirigeants du Sud commencent à reconnaître, en privé, le bien-fondé de nos remises en question en regrettant de ne pas pouvoir en faire autant. «Vous pouvez dire ce que nous ne pouvons pas dire », disent-ils. Ce qui veut dire que la gouvernance globale n'est pas pour demain dans la mesure où les faits sont clairs, les causes connues, mais la raison d'être de certaines institutions financières qui est faire de l'argent ne peut aboutir qu'au détriment des pays surendettés du Sud.

Chacun sait, par exemple, aujourd'hui que le désendettement est une condition essentielle dans la lutte contre la pauvreté en Afrique, si lutte contre la pauvreté il y a. Nous avons bien vu, lors du dernier G-8, Georges W. Bush en train de plaider pour l'annulation de la dette de l'Irak – ce qui veut dire que le surendettement est une entrave au progrès, mais il n'est pas interprété comme tel pour ce qui est de l'Afrique. Mais figurez-vous que dans le même temps, la même Administration américaine qui subventionne son coton propose des OGM aux dirigeants africains comme remède miracle à la faim et à la pauvreté.

Ce Rapport permet d'élargir la base du débat des altermondialistes et de légitimer la résistance de ces milliers d'hommes et de femmes qui ne se connaissent ni d'Eve ni d'Adam, mais qui se retrouvent, régulièrement, à Porto Allègre, à Bombay et ailleurs pour rappeler que le monde va droit dans le mur, que nous ne pouvons pas continuer ainsi.

Je ne dis pas qu'il n'y a pas de gagnants à la mondialisation en Afrique. Je ne dis pas qu'elle est mauvaise sur toute la ligne. Je dis que moi, femme africaine, suis perdante et une grande perdante. Je ne dis pas la globalisation est à l'origine de tous mes maux. Je dis que la globalisation a eu le tort de faire des promesses qu'elle ne peut pas tenir et d'aggraver la situation et celle du continent noir. Aussi, revendiquons-nous le contrôle citoyen, le contrôle démocratique et sur la gouvernance globale qui est essentielle.

Vous ne comprendrez jamais assez, jusqu'à quel point il est difficile d'être Africain, de revendiquer sa citoyenneté et de l'assumer. Vos dirigeants vous disent : « Ecoutez, on n'a pas le choix ». C'est vrai que ceux d'entre eux qui décident de ne pas être corrompus, de faire corps avec leurs peuples n'ont pas de marge de manœuvre. Les institutions de Bretton Woods sont les mêmes pour tous nos pays, dans tous les domaines et l'ouverture à l'investisseur étranger est présentée comme la panacée.

Ce Rapport est une chance dans la mesure où, en disant qu'un meilleur monde est possible, il met l'accent sur la gouvernance démocratique et insiste sur l'importance de la personne humaine. Des actions mieux centrées sur les êtres humains, là où ils sont, dans ce qu'ils sont et comme ils sont, et selon ce qu'ils veulent pour eux-mêmes est le véritable défi des temps présents et de tous les temps. La stratégie de lutte contre la pauvreté, la tarte à la crème des Etats libéraux et des institutions ne va nullement dans ce sens. Les fameux cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP) vont dans le sens des réformes économiques. Lutter contre la pauvreté en privatisant les services publics et en ouvrant davantage nos économies au marché mondial est la règle de ce jeu de dupes.

Les CSLP ne s'adressent pas aux gens dans leur douleur. Des centaines de millions d'Africains, d'Asiatiques, de Latino-américains, sont totalement brisés, la cassure étant également intérieure. Les gens n'en peuvent plus.

Mais avec quels moyens et quand est-ce que les sciences sociales nous permettront-elles de mieux cerner cette cassure, qui pousse les gens désemparés à partir.

Ce Rapport qui est une chance, est aussi un défi, parce qu'il impose l'obligation de rendre des comptes à la population.

Ce Rapport exige bien des remises en question. L'action commence bien sûr au niveau local. A la lumière des micro-réalisations que j'essaye de mettre en œuvre dans mon quartier, j'en apprends sur les conflits entre les acteurs

politiques, institutionnels et sociaux. J'ai compris que la fameuse société civile dont tout le monde semble voir, reste à construire. J'ai compris également qu'on n'en veut pas tellement : la classe politique étant acquise au néolibéralisme ne veut pas d'une société civile éclairée, qui articule les questions sur le local et le global, sur la pauvreté du Sud et la prospérité du Nord. On préfère des associations qui colmatent quotidiennement les brèches, en allant s'occuper d'une question puis d'une autre. Mais, on ne veut pas d'une société civile qui participe effectivement aux débats politiques et qui développe une capacité de propositions. Sinon, elle est farouchement combattue par des décideurs qui ont surtout envie de monter au FMI, à la Banque mondiale et à l'Europe, qu'ils sont sur la bonne voie.

Le Rapport parle du fait que trop de personnes dans trop de pays n'ont pas accès aux bénéfices de la mondialisation. C'est vrai. Les déséquilibres sont moralement inacceptables et politiquement intenable. Ce c'est que je viens de rappeler. Les institutions elles-mêmes sont aux ordres des marchés globaux et le processus multilatéral des prises de décisions, qui est non démocratique, non transparent, ne rend pas de compte aux peuples. Mais, le Rapport propose la mise en œuvre de nombreuses d'actions, dans le cadre d'économies ouvertes. Mais ouvertes à qui ? Dans l'intérêt de qui ? Et à quel prix ? Nos divergences de vues, au niveau de la Commission se situaient surtout à ce niveau. Le débat a été houleux parce que les mots ne veulent rien dire, il faut qu'on considère les faits qu'ils produisent. Quand on vous demande de produire du coton, comme mode d'insertion dans le marché, et que les pays riches subventionnent le leur, et quand les mêmes pays riches qui ont entravé votre industrialisation ferment leurs marchés à vos ressortissants, il y a de sérieux problèmes. Cela veut dire que les gros poissons avalent les petits. Mais, comme je l'ai dit, certains dirigeants africains sont d'accord et sont en train d'appeler les investisseurs. Ils semblent leur dire : « Vous savez mieux que nous. Vous pouvez mieux que nous, venez faire à notre place. Nous vous donnons la garantie que vous n'aurez

pas de comptes à nos populations » Peut-on rester dans cette logique où les multinationales mènent la danse, au Nord comme au Sud et où la coopération bilatérale et multilatérale est orchestrée en fonction des intérêts d'une minorité de possédants ?

Je souhaite, pour ma part, que ce Rapport qui a au moins le mérite de constater les ravages du système, puisse stimuler le maximum de débat et une nouvelle forme de créativité, à la fois politique et artistique. Je vous remercie.